



Avec ou sans tracteur, toutes et tous dans la rue le 26 mars

Les faits contredisent les promesses

Les promesses du candidat Emmanuel Macron en 2017 :

« Dans les cinq ans qui viennent, je ne touche pas à la retraite des retraités. Leur retraite sera préservée, il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat ».

Les faits : depuis 2017, une perte de 9,1 % de pouvoir d'achat (augmentation des pensions à 7,9 % pour une inflation de 17 %, plus le cumul des pertes de chacun des 84 mois qui s'élève à près de 3 mois de pension !

Fait rare, **le gouvernement a respecté la loi en 2024**, les pensions viennent d'augmenter de 5,3 %, comme l'inflation officielle.

Le respect de la loi n'est pas un cadeau, c'est le résultat de nos mobilisations du 24 octobre. Le 26 mars prolonge le 24 octobre, sa réussite imposera la prise en compte de nos revendications.

Pour les personnes en retraite, l'augmentation des prix subie est supérieure à l'inflation « officielle ». Les dépenses incompressibles augmentent davantage pour les plus de 74 ans :

- **l'alimentation** (notamment à domicile),
- **l'énergie** pour le logement, souvent plus grand et chauffé au fioul ou au gaz,
- **la santé**, doublement des franchises au 31 mars 2024.

Pour les personnes en retraite, la santé coûte de plus en plus cher, trop cher !

Les gouvernements :

- **assèchent les ressources de la Sécurité sociale** (exonérations, transfert dette Covid)
- **réduisent le rôle de la Sécu** : doublement des franchises médicales, dépassements d'honoraires, doublement des participations forfaitaires, toutes ces mesures augmentent le reste à charge des assurés sociaux.
- **transfèrent les compétences de la Sécu aux complémentaires santé**, onéreuses et inégalitaires, ce qui augmente les tarifs (40 % depuis 2018, +7,1 % en 2023 et +20 % pour les seniors en 2024). Beaucoup trop de personnes âgées, qui dépensent plus pour leur santé et doivent cotiser plus, renoncent à une complémentaire et à l'accès aux soins.
 - **Nous revendiquons le 100 % Sécu pour les soins prescrits et des services publics de proximité !**

Les gouvernements méprisent les retraité-es, ils promettent et repoussent toujours une loi « grand âge », malgré les scandales de la maltraitance dans les Ehpad, malgré le coût de l'Ehpad plus cher que la pension, pour la quasi-totalité des résident-es ! Maintenant, la nouvelle ministre des Solidarités Catherine Vautrin, déclare le 24 janvier 2024 « *Tout ne passe pas par la loi* » et le 1^{er} ministre Gabriel Attal n'en a pas parlé !

- **Nous revendiquons un grand service public de l'autonomie avec zéro reste à charge !**

Tout cela engendre une augmentation de la pauvreté des retraité-es les plus démunis, 700 000 n'ont que le minimum vieillesse (+10,6 % en un an).
Et, en même temps, en France selon Oxfam, en 10 ans, il y a 3 fois plus de milliardaires et ces 42 milliardaires ont gagné 230 milliards d'euros, autant que pour faire un chèque de 3 400 euros pour chaque Français.

**Nous exigeons une revalorisation immédiate de 10 % de nos pensions.
Nous exigeons un rattrapage de l'équivalent de 3 mois de pension depuis 2017**

**Le 26 mars, frappons un grand coup !
Rassemblement à 10h Place de Jaude**

La motion sera déposée en Préfecture.